

Rassemblement inter- associatif pour la journée internationale du droit des personnes migrantes - Visibilisation du recours contre la Préfecture du Nord



MIGRANTS

07/01/2026

Le 18 décembre 2025, la délégation Nord Lille du Secours Catholique était mobilisée pour un rassemblement dans le cadre de la journée internationale des personnes migrantes afin de visibiliser et communiquer autour du recours contentieux contre la Préfecture du Nord déposé le 5 juillet 2025.

Ce sont plus de 300 personnes qui ont été comptabilisées place de la République le 18 décembre 2025 rassemblées sous forme de file d'attente afin de symboliser l'attente pour le renouvellement des titres de séjour à la Préfecture du Nord.

Après avoir publié une lettre ouverte en décembre 2023 signée par une dizaine d'associations Lilloises dont le Secours Catholique, les représentants des différentes associations ont été reçus par les services de la Préfecture du Nord suite à la nomination du nouveau Préfet, Bertrand Gaume. Malgré les alertes posées par les associations suite aux nombreux dysfonctionnements pour l'accès et le renouvellement des titres de séjour dans le Département du Nord, les moyens mis en place depuis restent insuffisants.

Ce sont plusieurs mois d'attente voir dans certains cas des années avant que les personnes étrangères parviennent à se voir délivrer leur titre de séjour. Depuis la fermeture au public de la Préfecture du Nord en 2020 suite à la crise COVID, l'ensemble des démarches de demande de renouvellement ont été dématérialisées. Que ce soit en passant par le site national de l'ANEF (administration national des étrangers en France) ou en demandant le renouvellement par voie postale, les délais pour l'obtention du nouveau titre n'ont fait que s'allonger ayant des impacts concrets dans l'accès aux droits des personnes étrangères.

Les accueils du Secours Catholique sont débordés de demandes de personnes ayant subi des ruptures de droit suite à la demande de renouvellement du titre de séjour : désinscription de la CAF, de France Travail, rupture du contrat de travail et parfois même expulsion du logement social. Malgré ces constats, aucune solution de substitution à la dématérialisation n'est proposée à ce jour. Les contacts répétés par mail à la Préfecture du Nord restent dans la plupart du temps sans réponse, de même pour les appels ou demande d'informations par courrier.

Les personnes étrangères se retrouvent alors dans l'attente d'une réponse sans avoir d'indications sur l'état d'avancement de leur dossier.

Un collectif de 15 associations accompagné par un collectif d'avocat.e.s sur Lille s'est donc constitué pour déposer un recours afin de demander un accès égalitaire au service public et la mise en place de solutions alternatives à la dématérialisation pour assurer la continuité des droits des personnes étrangères.

L'audience suite au recours déposé en juillet dernier ne devrait avoir lieu qu'en 2027 au plus tôt, c'est pourquoi le Secours Catholique a participé au travail de mobilisation et de communication afin de continuer à visibiliser la problématique et pousser à la création de solutions alternatives dans l'attente d'une potentielle injonction du tribunal administratif.

De nombreuses personnes sont venues se rassembler en soutien à la démarche qui a été relayée médiatiquement par de nombreux médias locaux.

D'autres événements de visibilisation sont en préparation par le collectif interassociatif avec la création notamment d'un site internet pour récolter des témoignages et continuer à recenser le nombre de personnes concernées par ces situations inacceptables de rupture de droits.

<https://n-lille.secours-catholique.org/notre-actualite/rassemblement-inter-associatif-pour-la-journee-internationale-du-droit-des>